



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.552/2
du 23 décembre 2015

advies 58.552/2
van 23 december 2015

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'fixant l'organisation pratique
des élections des représentants
des kinésithérapeutes telles
qu'elles sont prévues à
l'article 211, § 2 et 212 de la
loi relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités, coordonnée le
14 juillet 1994'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot vaststelling van de
praktische organisatie van de
verkiezingen van de
vertegenwoordigers van de
kinesitherapeuten zoals
bedoeld in artikel 211, § 2,
en 212 van de wet betreffende
de verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd
14 juli 1994'

Le 25 novembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant l'organisation pratique des élections des représentants des kinésithérapeutes telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 2 et 212 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 décembre 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 décembre 2015.

*

Op 25 november 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de praktische organisatie van de verkiezingen van de vertegenwoordigers van de kinesitherapeuten zoals bedoeld in artikel 211, § 2, en 212 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 december 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 december 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE ET FONDEMENT LÉGAL DU PROJET

1. Le projet d'arrêté ministériel entend mettre en œuvre certaines dispositions du projet d'arrêté royal « déterminant les conditions auxquelles les organisations professionnelles de kinésithérapeutes doivent répondre pour être considérées comme représentatives ainsi que les modalités de l'élection des représentants des kinésithérapeutes au sein de certains organes de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité », sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné ce jour l'avis 58.551/2.

Ce projet d'arrêté royal confère au Ministre des Affaires sociales le pouvoir de déterminer l'organisation pratique concernant la reconnaissance en tant qu'organisation professionnelle représentative des kinésithérapeutes ou groupement représentatif d'organisations professionnelles des kinésithérapeutes (article 1^{er}, § 6), l'établissement et la consultation de la liste électorale ainsi que les réclamations contre l'inscription ou la non-inscription sur la liste électorale (article 2, § 3) et les opérations de vote et de dépouillement (article 3, § 4). En outre, le projet susvisé donne au Ministre des Affaires sociales la compétence générale de fixer les délais dans lesquels il faut mettre à exécution les différentes dispositions de cet arrêté (article 7).

Le projet d'arrêté ministériel trouve son fondement légal dans ces délégations lues en combinaison avec les articles 211, § 2, et 212 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui procurent au projet d'arrêté royal 58.551/2 son fondement légal.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions du présent projet d'arrêté n'ont d'autre objet que de rappeler des dispositions qui figurent dans le projet d'arrêté royal examiné ce jour sous le numéro de rôle 58.551/2.

Il en va ainsi des dispositions suivantes : l'article 3, § 2, alinéas 1^{er} et 3 (qui, pour partie, reprennent l'article 1^{er}, § 4, alinéas 2 et 3, du projet d'arrêté royal) ; l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} (qui reprend pour partie l'article 1^{er}, § 4, alinéa 5, du projet d'arrêté royal) ; l'article 7, § 1^{er} (qui reproduit l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet d'arrêté royal) ; l'article 8, § 2 (qui constitue une redite de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du projet d'arrêté royal) et l'article 19 (qui, pour partie, est une redite de l'article 3, § 3, du projet d'arrêté royal).

Ces rappels sont inutiles. Le rappel, dans un arrêté ministériel, de dispositions contenues dans un arrêté royal présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question ¹.

Ces dispositions seront omises et le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient de mentionner au préambule les actes de droit interne qui sont abrogés par l'arrêté en projet. Il y a donc lieu de mentionner, dans un nouvel alinéa 3 du préambule, l'arrêté ministériel du 9 février 2012 'fixant l'organisation pratique des élections des représentants des kinésithérapeutes telles qu'elles sont prévues aux articles 211, § 2, et 212 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

2. L'alinéa qui mentionne l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 58.552/2 du Conseil d'État, donné le 23 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ; ».

DISPOSITIF

Article 3

1. Au paragraphe 2, alinéa 4, du projet, il convient de mentionner l'article 1^{er}, § 4, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal.

2. Au paragraphe 2, alinéa 6, il est renvoyé à l'observation 4 formulée sous l'article 1^{er} du projet 58.551/2.

Article 22

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

En tout état de cause, l'arrêté en projet ne pourra entrer en vigueur avant que l'arrêté royal dont le projet est examiné sous le numéro de rôle 58.551/2 n'entre lui-même en vigueur.

OBSERVATION FINALE

Le texte français contient de nombreuses fautes et sera soigneusement revu.

Par exemple, à l'article 21, le mot « kinésitharpeutes » sera remplacé par le mot « kinésithérapeutes ». De même, le diminutif « par. 2 » sera remplacé par « § 2 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het ontwerp van ministerieel besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan een aantal bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de beroepsorganisaties van kinesitherapeuten moeten voldoen om als representatief te worden erkend evenals van de nadere regelen betreffende de verkiezingen van vertegenwoordigers van de kinesitherapeuten in sommige beheersorganen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering', waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State vandaag advies 58.551/2 heeft uitgebracht.

In dat ontwerp van koninklijk besluit wordt aan de minister van Sociale Zaken de bevoegdheid gegeven om de praktische organisatie vast te stellen met betrekking tot de erkenning als representatieve beroepsorganisatie van de kinesitherapeuten of groepering van beroepsorganisaties van de kinesitherapeuten (artikel 1, § 6), met betrekking tot het opmaken en ter inzage stellen van de kiezerslijst en de beroepen tegen de al dan niet inschrijving op de kiezerslijst (artikel 2, § 3), en met betrekking tot de stem- en de telverrichtingen (artikel 3, § 4). Bovendien wordt in het genoemde ontwerp aan de minister van Sociale Zaken de algemene bevoegdheid gegeven om de termijnen vast te stellen waarbinnen uitvoering moet worden gegeven aan de verschillende bepalingen van dat besluit (artikel 7).

Het ontwerp van ministerieel besluit ontleent zijn rechtsgrond aan die delegatiebepalingen, gelezen in samenhang met de artikelen 211, § 2, en 212 van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', die rechtsgrond opleveren voor het ontwerp van koninklijk besluit 58.551/2.

ALGEMENE OPMERKING

Verscheidene bepalingen van het voorliggende ontwerpbesluit hebben alleen tot doel bepalingen uit het ontwerp van koninklijk besluit dat vandaag onder rolnummer 58.551/2 is besproken, in herinnering te brengen.

Dat geldt voor de volgende bepalingen: artikel 3, § 2, eerste en derde lid (waarin artikel 1, § 4, tweede en derde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit gedeeltelijk wordt overgenomen); artikel 4, § 1, eerste lid (waarin artikel 1, § 4, vijfde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit gedeeltelijk wordt overgenomen); artikel 7, § 1 (waarin artikel 2, § 1, eerste lid,

van het ontwerp van koninklijk besluit wordt overgenomen); artikel 8, § 2 (dat herhaalt wat reeds bepaald is in artikel 2, § 1, derde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit) en artikel 19 (dat ten dele herhaalt wat reeds bepaald is in artikel 3, § 3, van het ontwerp van koninklijk besluit).

Zulks in herinnering brengen is niet nodig. Bepalingen uit een koninklijk besluit memoreren in een ministerieel besluit heeft ook als nadeel dat daardoor verwarring omtrent de precieze juridische aard van de regels in kwestie kan ontstaan.¹

Die bepalingen dienen te vervallen en het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. In de aanhef dient te worden vermeld welke teksten van intern recht bij het ontworpen besluit worden opgeheven. In een nieuw derde lid van de aanhef dient dan ook melding te worden gemaakt van het ministerieel besluit van 9 februari 2012 ‘tot vaststelling van de praktische organisatie van de verkiezingen van de vertegenwoordigers van de kinesitherapeuten zoals bedoeld in artikelen 211, § 2, en 212 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’.

2. Het lid waarin naar het advies van de Raad van State wordt verwezen, moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op advies 58.552/2 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;”.

Dispositief

Artikel 3

1. In paragraaf 2, vierde lid, van het ontwerp moet melding worden gemaakt van artikel 1, § 4, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit.

2. Wat paragraaf 2, zesde lid, betreft, wordt verwezen naar opmerking 4 die gemaakt is bij artikel 1 van ontwerp 58.551/2.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

Artikel 22

Volgens de voorliggende bepaling is het de bedoeling dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Het ontworpen besluit mag in geen geval in werking treden voordat het koninklijk besluit waarvan het ontwerp onder rolnummer 58.551/2 is besproken, zelf in werking treedt.

SLOTOPMERKING

De Franse tekst bevat tal van fouten en dient zorgvuldig te worden herzien.

In artikel 21 bijvoorbeeld moet het woord “kinésitharpeutes” worden vervangen door het woord “kinésithérapeutes”. Zo ook dient de afkorting “par. 2” te worden vervangen door “§ 2”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre LIÉNARDY